

A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux





A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux





A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux



A Paris, le 12 mai 2017

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron, La Fédération Sud Santé Sociaux alerte sur le contenu contenu de régression sociale de son programme et ses conséquences sur les secteurs de la Santé, du Social et du Médico-Social.

En effet, les missions de ces secteurs sont en partie assurées par des structures privées, et sont à ce titre fortement menacées par les nouvelles attaques contre le Code du Travail promises par le candidat, aggravant les mesures de la loi El Khomri.

Ses projets de réforme de financement de la Sécurité sociale s'inscrivent également dans la longue lignée des attaques libérales contre une Sécurité sociale universelle, solidaire et démocratique. Sous couvert d'une illusoire hausse du salaire net, le transfert de la cotisation sociale vers l'impôt (la CSG) et la pérennisation des cadeaux au patronat (sous forme de crédit d'impôts ou de baisse des cotisations patronales) continueront d'affaiblir les financements des secteurs sanitaires et médico-sociaux, déjà durement éprouvés par les politiques successives d'austérité menées en France. A force d'être siphonné, le système de protection sociale craquera, et alors, nous faisant croire qu'il n'y a pas d'alternatives, son démantèlement pur et simple sera proposé. Emmanuel Macron tentera ainsi de réaliser le souhait des libéraux d'en finir avec le projet du Conseil National de la Résistance.

Au final, moins de moyens pour les établissements de soins et de prise en charge du handicap, et au-delà ceux de la vieillesse et de la protection de l'enfance, combinés à une précarisation grandissante des salarié-es, entraîne mécaniquement un service public dégradé pour les patient-es et les usager-es.

A cette heure, nous ne connaissons pas la composition du gouvernement et de la future Assemblée Nationale avec laquelle il devra composer pour mettre en pratique son projet. La Fédération Sud Santé Sociaux mobilise dès maintenant les salarié-es et prépare dans l'unité la plus large une riposte sociale à la hauteur des attaques qui seront menées.

La Fédération SUD Santé Sociaux

